



TRANSPORT D'ECHANTILLONS ET PRELEVEMENTS BIOLOGIQUES, GREFFONS ET LAIT MATERNEL

AO/CCAP/2024-69

Appel d'offres ouvert

Article L 2124-2 et R 2124-2.1° du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
Alinéa 1.1 - Objet du marché	3
Alinéa 1.2 - Forme du marché.....	3
ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE	4
Alinéa 2.1 - Autorité contractante	4
Alinéa 2.2 - Titulaire du marché	4
Alinéa 2.3 - Comptable assignataire	4
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	4
Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché.....	4
Alinéa 3.2 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché	5
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ.....	5
Alinéa 5.1 - Contenu du prix	5
Alinéa 5.2 - Prix initiaux	5
Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix	5
ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ	7
Alinéa 6.1 - Proposition de matériel amélioré.....	7
Alinéa 6.2 - Commandes	7
Alinéa 6.3 – Contrôle de l'activité	8
Alinéa 6.4 - Obligations du Titulaire	8
ARTICLE 7 - PENALITES	9
ARTICLE 8 - RESILIATION DU MARCHÉ.....	10
Alinéa 8.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	10
Alinéa 8.2 - Exécution aux frais et risques du Titulaire.....	10
ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	11
Alinéa 9.1 – Avance	11
Alinéa 9.2 - Modalités de paiement	11
Alinéa 9.3 - Nantissement	12
ARTICLE 10 - MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	13
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	14
ARTICLE 12 - DIFFERENDS ET LITIGES.....	14
ARTICLE 13 – DEROGATION AU CCAG/FCS.....	14

La convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire du Loiret (GHT45) a été approuvée par L'Agence Universitaire de Santé du Centre Val de Loire par arrêté en date du 30 août 2016.

Ce groupement compte 10 établissements dont 1 hôpital support : le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans et 9 établissements parties : les Centres Hospitaliers de Beaugency, de Beaune la Rolande, de Fleury les Aubrais, de Gien, de Montargis, de Pithiviers/Neuville aux Bois, de Sully sur Loire, de Dry et Meung sur Loire.

Le présent CCAP a pour objet de fixer les dispositions administratives applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Alinéa 1.1 - Objet du marché

La présente consultation porte sur l'exécution de transport d'échantillons et prélèvements biologiques, greffons et lait maternel pour les établissements du GHT 45 concernés :

- Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ;
- Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise (CHAM) ;

Pourront être également concernés :

- Centre Hospitalier de Beaugency / Dry / Meung sur Loire ;
- Centre Hospitalier de Beaune la Rolande ;
- EPSM Daumezon ;
- Centre Hospitalier de Sully sur Loire ;
- Centre Hospitalier de Gien ;
- Centre Hospitalier de Pithiviers / Neuville aux Bois ;

La procédure comporte 3 lots détaillés ci-dessous :

N°	Intitulé lot
1	Transport d'échantillons et prélèvements biologiques
2	Transport de greffons
3	Transport de lait maternel

Alinéa 1.2 - Forme du marché

La consultation est lancée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles Article L 2124-2 et R 2124-2.1° du Code De La Commande Publique.

Les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande conclu en mono titularisation en application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R2162-14 du Code De La Commande Publique.

L'accord cadre est conclu avec un maximum de :

N°	Intitulé lot	Montant maxi HT / an
1	Transport d'échantillons et prélèvements biologiques	390 000 €
2	Transport de greffons	18 000 €
3	Transport de lait maternel	130 000 €

ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE

Alinéa 2.1 - Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

Alinéa 2.2 - Titulaire du marché

Le titulaire du marché est le fournisseur qui conclut le marché avec le GHT 45 représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

Alinéa 2.3 - Comptable assignataire

Voir annexe 1 du CCAP.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement souscrit par le Titulaire et ses annexes : bordereau de prix, engagement de confidentialité, annexe fiche contact ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services (arrêté du 30 mars 2021) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Particulières ;
- Le cadre réponse technique ;
- La documentation technique ;
- + autres documents éventuels liés à l'objet du marché

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Alinéa 3.2 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par l'administration qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le GHT 45 qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter de la date de sa notification pour une durée de **2 ans reconductible tacitement 2 fois 1 an**.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra prendre la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception 4 mois avant la date anniversaire du marché.

La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne peut excéder 4 ans.

En application de l'article R 2112-4 du Code De La Commande Publique le Titulaire ne pourra refuser la reconduction du marché.

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ

Alinéa 5.1 - Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les frais de manutention jusque dans les services du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Alinéa 5.2 - Prix initiaux

Le marché est conclu aux prix unitaires hors taxes figurant dans les bordereaux de prix.

Ils sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de dépôt de l'offre.

Les pris sont fermes durant la 1^{ère} année du marché

Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix

5.3.1 – Révision des prix

Les prix sont révisables annuellement, à la date anniversaire du marché, à la hausse comme à la baisse. Le titulaire devra communiquer impérativement 1 mois avant sa mise en vigueur, le nouveau barème, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Formule de révision de prix

$$T = T^{\circ} \times \left[0,20 + 0,55 \times \frac{S}{S^{\circ}} + 0,12 \times \frac{G}{G^{\circ}} + 0,10 \times \frac{V}{V^{\circ}} + 0,03 \times \frac{E}{E^{\circ}} \right]$$

S = Indice de novembre N-1 ou dernier indice révisé connu
Indice CNR CONDUCTEUR REG (Indice du coût du personnel de conduite du transport routier de marchandises en régional regroupant les évolutions des barèmes conventionnels et des charges sur salaires et intégrant les incidences des modifications de la réglementation sociale)

S° = Base - Indice du mois de novembre 2024

G = Indice de novembre N-1 ou dernier indice révisé connu - *Indice CNR Gazole professionnel*

G° = Base - Indice du mois de novembre 2024

V = Indice de juillet N-1 ou dernier indice révisé connu
Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels - Véhicules utilitaires - CPF 29.10 - série 010764839)

V° = Base - Indice du mois de juillet 2024

E = Indice d'octobre N-1 ou dernier indice révisé connu
Indice des prix à la consommation - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.3.0 - Entretien et réparation de véhicules particuliers - Identifiant 001764110

E° = Base - Indice du mois d'octobre 2024

5.3.3 Clause de sauvegarde

L'administration se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 8 % l'an.

5.3.4 Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les modifications qui pourront être apportées concernent :

- planning des tournées (modification des horaires, lieux, ordre de circuit, modalités de prise en charge des transport, ajout et/ou suppression d'un point de collecte...)
- ajout d'un établissement du GHT 45.
- ajout de prestations rendues nécessaires en lien avec l'objet du marché.

- Lorsque 90% du maximum du/des lots (1–2–3) du présent accord cadre a été atteint, l'acheteur en informe le/les titulaires. Dans un délai de 15 jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum du/des lots concernés de l'accord cadre dans la limite de 20% du maximum initial. En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord cadre, l'acheteur transmet au/aux titulaire(s) un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié du/des lots concernés de l'accord cadre n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au/aux titulaires.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ

Alinéa 6.1 - Proposition de matériel amélioré

Entre la date de notification du marché et la date de livraison, le titulaire est tenu de proposer à l'administration toute modification ou transformation apportant une amélioration du ou des produits retenus, au prix conclu au titre du présent marché.

L'administration reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, une modification du marché sera conclue entre les deux parties.

Alinéa 6.2 - Commandes

Pour les tournées régulières, les commandes sont réputées demandées selon la planification donnée dans le CCTP. Les modifications demandées par le CHUO / établissement GHT 45 seront prises en compte par la titulaire.

Pour les transports à la demande, les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins, par demande écrite :

- du responsable du lactarium habilité ou son représentant ;
- ou du Directeur des achats ou son représentant ;
- ou du responsable de laboratoire ou son représentant ;
- ou du responsable / Dr du service PMO ou son représentant ;
- ou, en cas d'urgence, sur ordre téléphonique immédiatement confirmé par un bon écrit.

Le bon de commande précise :

- la référence au marché ;
- la désignation de la prestation (type de transport, lieu de départ, lieux d'arrivée) ;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix marché ;
- le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- l'adresse de facturation.

Les modalités de demande pourront être adaptés selon la proposition du titulaire (fax, plateforme internet,...).

Toute prestation réalisée en dehors d'un bon de commande régulier demeure à la charge personnelle du Titulaire, sans recours possible contre l'administration.

A la fin de chaque mois, un **tableau récapitulatif** sera établi entre le titulaire et l'établissement de santé payeur. Ce tableau détaillera les transports réalisés dans le mois (date, lieu, détail du circuit des tournées pour le lactarium). Il servira de base à la facturation.

Alinéa 6.3 – Contrôle de l'activité

Afin de permettre à l'administration un contrôle de l'activité, le titulaire doit impérativement établir un relevé mensuel des transports effectué par ses soins.

Les indications suivantes doivent obligatoirement figurer sur ces relevés :

- Date ;
- Service demandeur ;
- Destination ;
- Heure de départ ;
- Heure d'arrivée ;
- Kms (pour les demandes ponctuelles uniquement) ;
- Tarif (normal, nuit, week-ends, dimanches, jours fériés) ;
- Montant HT

Alinéa 6.4 - Obligations du Titulaire

6.4.1 - Clause de confidentialité

L'article 5 du CCAG-FCS s'applique

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur les sites du GHT 45 est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

6.4.2 - Respect du règlement intérieur des établissements du GHT 45

Le prestataire se conformera impérativement au règlement intérieur des établissements du GHT 45 ainsi qu'aux règles propres à certains services, notamment en cas d'interventions ou de déplacements dans des secteurs sensibles ou protégés.

Ce règlement sera fourni sur demande du titulaire.

6.4.3 - Assurances

Le Titulaire devra justifier dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent marché, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R 321-1 et suivants, du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché.

6.4.4 - Sous-traitance

En aucun cas le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter à d'autres entreprises les prestations faisant l'objet du présent marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire du marché, en cas de sous-traitance, demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Le sous-traitant est soumis au respect des clauses du marché à l'identique du titulaire

6.4.5 - Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, ainsi que celle définie par l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 € HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance.

Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est-à-dire que le titulaire d'un marché public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations.

ARTICLE 7 - PENALITES

Tout évènement indésirable de nature à remettre en cause la bonne exécution de la prestation (comme décrit à l'article 10 du CCTP) pourra entraîner l'application de pénalités.

Elles feront l'objet d'un état qui sera envoyé au Titulaire qui à son tour devra établir l'avoir correspondant dans un délai d'un mois.

Lors d'un éventuel retard ou risque de retard du fait du titulaire, ce dernier doit en informer **sans délai** l'établissement à l'origine de la demande ainsi que la personne indiquée pour le lieu de livraison et proposera une alternative qui sera ou non acceptée par l'établissement bénéficiaire.

Est considéré comme retard, un délai supérieur à 15 minutes à l'horaire d'arrivée théorique indiquée sur le document de transport sauf pour un retard en cas de force majeure. Dans ces cas, le titulaire doit justifier du caractère « indépendant de sa volonté » auprès de l'établissement concerné par tout moyen.

Détail des pénalités :

Motifs	Montant € HT
Non-respect du délai d'exécution (par quart d'heure)	25,00
Non-respect du délai d'exécution (par demie heure pour le lactarium)	25,00
Non-respect du délai de prévention de retard d'une livraison à compter de 15 minutes	25,00

Non-respect du délai de prévention de retard d'une livraison à compter de 30 minutes (lactarium)	25,00
Non-exécution de la prestation	100,00
Non-respect des consignes de sécurités	100,00
Non-respect des mesures d'hygiène	100,00
Non-respect des consignes de livraison indiquées par l'établissement (livraison sur chariot, point de livraison...)	100,00
Non-respect des courbes de températures	100,00
Non transmission du relevé des courbes de température prévu à l'article 9 du CCTP	100,00
Absence de remise des documents exigés au début du marché ou pendant la durée du marché	100,00
Prestation défectueuse (contenant/sondes...défaillants)	100,00
Non-respect des conditions vestimentaires des agents du Titulaire défini par le marché	100,00

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités. Le montant des pénalités n'est pas plafonné. Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable au titulaire.

ARTICLE 8 - RESILIATION DU MARCHE

Alinéa 8.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

Alinéa 8.1.1 - Résiliation du fait du Titulaire

La résiliation du marché peut intervenir dans les conditions prévues aux articles 30 et 31 du CCAG/FCS.

Dans le cas de résiliation pour événements extérieurs au marché, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Alinéa 8.1.2 - Résiliation pour faute du Titulaire

L'administration peut résilier le marché pour faute du Titulaire selon les modalités et dans les cas énumérés à l'article 32 du C.C.A.G./F.C.S.

Alinéa 8.2 - Exécution aux frais et risques du Titulaire

L'administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire dans les conditions prévues au CCAG de référence.

ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

Alinéa 9.1 – Avance

Aucune avance ne sera versée.

Alinéa 9.2 - Modalités de paiement

9.2.1 - Etablissement des factures

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par mandat administratif.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes : la date d'émission de la facture la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) la référence de l'accord-cadre(numéro d'engagement juridique) le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux la quantité et la dénomination précise des produits livrés, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique).

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé CHORUS PRO de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Voir annexe 1 du présent CCAP.

9.2.2 - Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse postale ou celle de son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,

- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

9.2.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS

9.2.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande Publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu de contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9.2.5 - Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

Alinéa 9.3 - Nantissement

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du Code De La Commande Publique.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'administration. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;

- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;

- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 12 - DIFFERENDS ET LITIGES

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02.38.77.59.00
Télécopie : 02.38.53.85.16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 13 – DEROGATION AU CCAG/FCS

Il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG/FCS
Article 3.1	Article 4.1
Article 7	Article 14.1.3